

Lettre de consultation

Réalisation d'une enquête auprès de ménages au Maroc dans le cadre du projet TEFISCON

N°2025DAC0030L00

Date limite de réception des offres : Jeudi 15 mai 2025 à 12h00

1 - CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Contexte

La mission se situe dans le cadre du projet TEFISCON (ANR-DFG) dont l'objectif est d'analyser comment l'utilisation des dépenses fiscales dans les pays en développement affecte le contrat budgétaire. Ce dernier fait référence à un accord implicite entre l'Etat et les contribuables, reliant leur adhésion au système fiscal, notamment la répartition de la charge fiscale, à la fourniture de biens et services publics.

Cette étude a pour objectif d'étudier comment les dépenses fiscales affectent la perception de l'équité fiscale, en se focalisant sur la TVA. En effet, dans de nombreux pays, la TVA est le principal impôt pourvoyeur de recettes, mais c'est aussi celui qui est le plus frappé par des taux réduits et des exonérations, particulièrement avec des objectifs sociaux (faciliter l'accès des plus pauvres à certains produits de base). Ces mécanismes incitatifs conduisent à des manques à gagner importants pour les budgets des Etats.

Or, les bénéfices des exonérations de TVA concernent tous les consommateurs et pas seulement les populations ciblées initialement (les plus pauvres), assurant ainsi un large soutien en faveur de ces exonérations. De plus, les catégories aisées de consommateurs sont souvent celles qui absorbent la plus grande part du manque à gagner pour l'Etat. D'où l'importance de comprendre si une perception erronée des effets sociaux des exonérations de TVA (effets sur l'équité) contribue à un large soutien des populations en faveur des exonérations de TVA.

Ces relations seront analysées plus profondément dans le cas du Maroc qui a instauré la TVA dès 1984. Cependant, la TVA marocaine comprend de nombreuses exonérations et, actuellement, trois taux réduits. Par ailleurs, depuis 2006 le Maroc réalise une évaluation annuelle des dépenses fiscales répondant aux meilleurs standards internationaux. De ce fait, des données précisent le coût des exonérations de TVA pour le budget de l'Etat.

1.2 – Objet de la consultation

a) Tâches à réaliser :

La mission consiste à réaliser une enquête auprès des ménages, y compris ceux dont des membres exercent dans le secteur « informel ».

Afin de répondre aux objectifs de la mission, il importe de distinguer la perception des populations non-informées de celle des populations informées, concernant l'existence de taux différenciés de TVA, de leur coût pour l'Etat, et de leurs effets distributionnels.

Il est attendu que les offres donnent un aperçu sur l'échantillonnage, les outils qui vont être développés, et la méthodologie de travail.

b) Livrables :

- Base de données ménages
- *Codebook* pour la base de données
- Questionnaire d'enquête
 - Contribuer à la rédaction des questionnaires de l'enquête.
 - Traduction des questionnaires en Arabe dialectal.
- Echantillonnage

Produire un échantillon de X ménages dans la région métropolitaine du Grand Casablanca sur la base de techniques d'échantillonnage aléatoire.

- Mise en œuvre de l'enquête
 - Recruter et former des enquêteurs qui se rendront dans les ménages pour mener l'enquête.
 - Réaliser une pré-enquête pilote (test du questionnaire).
 - Réaliser l'enquête exhaustive.
- Fourniture des données

Produire un fichier de données brutes, et un fichier de données nettoyées contenant les réponses à l'enquête dans un format permettant l'analyse statistique (par exemple, Stata).

c) Echéances :

- L'enquête sera réalisée entre Juin et Octobre 2025.
- Le contractant devra fournir les livrables au plus tard en Novembre 2025.

d) Droits d'utilisation :

- Le client et le contractant se partagent le droit exclusif, permanent, illimité, irrévocable et transférable d'utilisation et d'exploitation des résultats des services et de tous les résultats intermédiaires.

- Le contractant est tenu de fournir ses services libres de tout droit de tiers. Il garantit intégralement le client contre les prétentions de tiers.

e) Protection des données :

- Le client et le mandataire (y compris les éventuels sous-traitants) sont responsables du respect des dispositions relatives à la protection des données conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE. Toutes les personnes affectées à la mise en œuvre de la commande doivent s'engager à respecter la confidentialité de toutes les questions dont elles ont connaissance dans le cadre de l'exécution de ce travail.
- Il est obligatoire de respecter toutes les dispositions relatives à la protection des données.

2 - Règlement de la consultation

2.1 - Dispositions générales

La procédure de passation est : la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Chaque lot fera l'objet d'un **marché ordinaire**.

2.2 - Dossier de candidature et d'offre

Dossier de candidature :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu) délivré par l'administration fiscale dont relève le prestataire.
- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de 6 mois (article D 8222-5.1° du code du travail).

Dossier d'offre :

- L'acte d'engagement (AE) complété
- L'Offre financière et technique : Un devis détaillé faisant apparaître les grandes étapes de la prestation (étapes chiffrées financièrement).

2.3 - Transmission du dossier de candidature

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

La date limite de réception des candidatures est fixée au **jeudi 15 mai 2025 à 12h00**, fuseau horaire (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

2.4 - Examen des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Valeur technique	50%
Prix des prestations	40%
Mesures prises en matière de protection de l'environnement	10%

3 – Clauses administratives

3.1-Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- La lettre de consultation ;
- Les conditions générales d'achats (CGA) de l'Université Clermont Auvergne ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Si des dispositions sont en opposition entre la lettre de consultation et les CGA, les dispositions de la lettre de consultation prévalent.

3.2 – Délai de validité des offres

Le **délai de validité des offres** est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.3 – Durée et délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement fixe la durée du marché.

3.4 – Prix

Les prestations sont réglées par des **prix forfaitaires**.

Les prix sont **fermes et non actualisables**.

3.5 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

3.5.1 - Conditions de versement et de remboursement

Le montant de l'avance est fixé à 50,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

3.5.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

3.6 – Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Un acompte de 20% sera versé après l'embauche et la formation des enquêteurs sur présentation d'une facture. Le solde sera versé à la fin de la prestation après transmission d'une facture faisant apparaître l'avance déjà réglée.

3.7 – Paiement

Facturation :

Les factures (acomptes et définitives) sont établies au nom de l'Université Clermont Auvergne et liquidées en euro après service fait.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289 et 289 bis du Code Général des Impôts (CGI) et comporter outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande (commençant par 45) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;

Celles-ci sont transmises obligatoirement par voie dématérialisée au service facturier de l'agence comptable :

Les factures sont envoyées obligatoirement par la plateforme Chorus-Pro.

Les éléments à renseigner pour déposer les factures sur la plateforme Chorus Pro sont les suivants :

- Désignation structure : **Université Clermont Auvergne**
- Identifiant : **130 028 061 00013**
- Code Service : *(Non obligatoire)*
- N° Engagement : **45xxxxxxx** (*n° du bon de commande à 10 chiffres*)

Les factures non transmises via la plateforme Chorus-pro ne seront pas payées et seront renvoyées au titulaire du marché sans qu'il puisse prétendre au paiement éventuel d'intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire de recouvrement.

Délai global de paiement :

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Dans le cadre de l'obligation de transmission de la facture via la plateforme Chorus Pro, le délai de paiement court à compter de la notification à l'Université Clermont Auvergne du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus-Pro. Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution de la prestation, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations. Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et le Code de la Commande Publique.

3.8 – Résiliation du marché

L'université peut décider de mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues au CCAG. La décision sera alors notifiée au titulaire.

La résiliation peut être prononcée en cas d'évènement extérieur au marché – décès ou incapacité civile du titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du titulaire – dans les conditions prévues au CCAG. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

La résiliation du marché peut résulter de l'initiative de l'université ou de la demande du titulaire en cas de difficulté d'exécution du marché, dans les conditions prévues au CCAG.

L'université peut décider de la résiliation pour faute du titulaire ou encore pour motif d'intérêt général conformément au CCAG.

3.9 – Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.